



Commissaires aux comptes

## **AFORPA**

*Association Loi 1901*

*150-156, rue du Maréchal Leclerc*

*94410 SAINT-MAURICE*

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

***Exercice clos le 31 décembre 2024***

**AUDITEURS ASSOCIES FRANCILIENS – GROUPE AF**

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
Sarl au capital de 240 000 € - Siège social : 45, boulevard Georges Clémenceau 92400 Courbevoie  
RCS Nanterre B 422 774 349 - APE 6920 Z - TVA FR 44 422 774 349 - Tél. : 01 83 75 81 81  
[www.groupeaf.com](http://www.groupeaf.com)

Aux membres de l'assemblée générale de l'Association AFORPA,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association AFORPA** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Engagements pris sur la subvention d'investissement destinée à financer Guyancourt » et « Continuité d'exploitation » de l'annexe aux comptes annuels, qui exposent le traitement comptable de la reprise de subvention d'investissement de la construction de Guyancourt ainsi que la situation financière de l'association au regard de la continuité d'exploitation.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie, le 2 Juin 2025

**Auditeurs Associés Franciliens**

Philippe RIMMER  
Commissaire aux comptes



**Bilan**ACTIF

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)			Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	64 903	63 908	995	1 280	- 285
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	1 067 143		1 067 143	1 067 143	
Constructions	14 362 429	11 561 762	2 800 667	3 068 315	- 267 648
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 464 118	4 973 947	1 490 171	1 307 168	183 003
Autres immobilisations corporelles	2 847 724	2 377 131	470 593	545 568	- 74 975
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées	5 374 650		5 374 650	5 374 650	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	9 147		9 147	8 674	473
<b>TOTAL (I)</b>	<b>30 190 113</b>	<b>18 976 748</b>	<b>11 213 366</b>	<b>11 372 799</b>	<b>- 159 433</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes				279	- 279
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	899 817		899 817	1 340 290	- 440 473
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	900 687		900 687	884 763	15 924
Valeurs mobilières de placement	488 973		488 973	488 973	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 072 640		2 072 640	1 569 423	503 217
Charges constatées d'avance	54 912		54 912	54 171	741
<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 417 029</b>		<b>4 417 029</b>	<b>4 337 899</b>	<b>79 130</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>34 607 142</b>	<b>18 976 748</b>	<b>15 630 395</b>	<b>15 710 698</b>	<b>- 80 303</b>

**Bilan(suite)PASSIF**

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)</b>	<b>Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)</b>	<b>Variation</b>
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	401 752	401 752	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	788 823	788 823	
. Autres			
Report à nouveau	230 872	-200 424	431 296
Excédent ou déficit de l'exercice	605 327	431 296	174 031
Situation nette (sous total)	2 026 774	1 421 447	605 327
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	9 120 115	9 546 178	- 426 063
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>11 146 889</b>	<b>10 967 625</b>	<b>179 264</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
<b>TOTAL (II)</b>			
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	1 037 000	1 037 000	
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 037 000</b>	<b>1 037 000</b>	
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	62 599	139 273	- 76 674
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 368 286	1 662 915	- 294 629
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	1 030 105	895 301	134 804
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	331 341	380 007	- 48 666
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	654 176	628 577	25 599
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>3 446 506</b>	<b>3 706 073</b>	<b>- 259 567</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>15 630 395</b>	<b>15 710 698</b>	<b>- 80 303</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

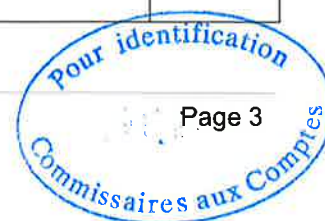




## Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	9 032 468	8 806 282	226 186	2,57
. dont parrainages	296 200	246 900	49 300	19,97
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	885 925	549 691	336 234	61,17
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	115 926	184 521	- 68 595	-37,17
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits		3 815	- 3 815	-100
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>10 034 319</b>	<b>9 544 310</b>	<b>490 009</b>	<b>5,13</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	2 833 754	3 167 258	- 333 504	-10,53
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	304 636	335 960	- 31 324	-9,32
Salaires et traitements	4 355 539	4 698 693	- 343 154	-7,30
Charges sociales	2 295 408	2 434 676	- 139 268	-5,72
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	824 810	919 345	- 94 535	-10,28
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	3 322	13 548	- 10 226	-75,48
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>10 617 470</b>	<b>11 569 479</b>	<b>- 952 009</b>	<b>-8,23</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>-583 151</b>	<b>-2 025 170</b>	<b>1 442 019</b>	<b>71,20</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	380	9 428	- 9 048	-95,97
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>380</b>	<b>9 428</b>	<b>- 9 048</b>	<b>-95,97</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 479	1 797	- 318	-17,70
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>1 479</b>	<b>1 797</b>	<b>- 318</b>	<b>-17,70</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>-1 099</b>	<b>7 630</b>	<b>- 8 729</b>	<b>-114,40</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)</b>	<b>-584 250</b>	<b>-2 017 539</b>	<b>1 433 289</b>	<b>71,04</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	398 463	1 318 925	- 920 462	-69,79
Sur opérations en capital	1 028 757	1 158 491	- 129 734	-11,20
Reprises sur provisions et transferts de charges		54 265	- 54 265	-100
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>1 427 221</b>	<b>2 531 681</b>	<b>-1 104 460</b>	<b>-43,63</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	230 922	55 194	175 728	318,38
Sur opérations en capital	6 722	27 651	- 20 929	-75,69
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>237 643</b>	<b>82 845</b>	<b>154 798</b>	<b>186,85</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>1 189 577</b>	<b>2 448 836</b>	<b>-1 259 259</b>	<b>-51,42</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	11 461 919	12 085 418	- 623 499	-5,16
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	10 856 592	11 654 122	- 797 530	-6,84
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>605 327</b>	<b>431 296</b>	<b>174 031</b>	<b>40,35</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
<b>Total</b>				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
<b>Total</b>				



## Annexe

### PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 15 630 395 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 605 327 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 07/04/2025 par les dirigeants.

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'effectif d'apprenants de l' AFORPA est en hausse par rapport à 2023 (1 001 apprenants en contrat d'apprentissage, contrats professionnalisation ou stagiaires en fin d'année 2024, contre 901 en fin d'année 2023). L'exercice a également été marqué par un plan de restructuration et de compression des effectifs et par le versement par la Région Ile-de-France d'une subvention exceptionnelle de 500 000 €.

### PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunts, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2003-07 et CRC 2004-06.

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- identifiables,
- porteuses d'avantages économiques futurs,
- contrôlées par l'entité,
- évaluées de façon fiable.

L'approche par composants introduite par les règlements CRC n° 2002-10 et CRC 2003-07 et applicable depuis le 1er janvier 2005 a conduit à une décomposition des immobilisations. Les éléments constitutifs (composants) d'un actif ayant des utilisations différentes ont été comptabilisés séparément et ont fait l'objet d'un plan d'amortissement propre à chacun de ses éléments.

**Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Logiciels	1 an
Constructions	6 à 36 ans
Installations techniques, matériel pédagogique	1 à 10 ans
Installations, matériel et outillage restauration	5 à 10 ans
Installations et agencements divers	4 à 20 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans
Mobilier de bureau	3 à 10 ans

**Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le Ministère du Travail n'a pas encore donné son accord pour obtenir le paiement effectif de la subvention exceptionnelle de fonctionnement de l' ANFA (taxe fiscale pour 350 k€). La Direction a décidé de provisionner l'intégralité de cette subvention au titre de 2021, compte tenu du risque de non versement et a maintenu la provision de 2020 déjà constituée pour 350 k€.

**Comptabilisation des provisions pour jours de RTT :**

Pour la première fois à la clôture 2024, il a été enregistré en comptabilité une provision pour un montant de **117 086,65 €** correspondant aux jours de RTT non pris au 31 décembre 2024.

Cette comptabilisation constitue une **correction d'erreur**, ces éléments n'ayant pas été provisionnés lors des exercices précédents, alors même qu'ils sont réglés aux salariés en cas de départ de l'entreprise, à l'instar des congés payés.

À titre de précision, les données utilisées pour le calcul de la provision proviennent des **compteurs RTT extraits du logiciel SILAE au 31/12/2024**. Cette intégration a été rendue possible à partir de l'exercice 2024 grâce à la mise en place d'un SIRH (**Octime**) en fin de premier semestre 2023, permettant désormais d'établir une projection fiable des compteurs individuels.

**Produits exceptionnels sur exercices antérieurs**

Les produits exceptionnels enregistrés au titre de l'exercice 2024 comprennent un montant de 354 K€ correspondant à des régularisations de facturations relatives à des prestations réalisées au cours des exercices 2020 et 2021.

Ces produits n'avaient pas pu être comptabilisés à l'époque, les factures n'ayant pas été émises dans les délais. Ces enregistrements ont été comptabilisés lors de l'exercice 2024, au moment de leur identification, conformément aux principes comptables de sincérité et de prudence définis par le Plan Comptable Général.

Ils visent à assurer une information fidèle et régulière, sans retraitement des exercices antérieurs, conformément aux règles de présentation des comptes annuels

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## AUTRES INFORMATIONS

### Engagements de retraite

D'une façon générale, la gestion des engagements de retraite de l' AFORPA a fait l'objet d'une externalisation. L'Association cotise auprès d'un organisme social (IRP AUTO) chargé de constituer un fonds destiné au financement des indemnités de fin de carrière.

### Engagements pris sur la subvention d'investissement destinée à financer Guyancourt

La région Ile-de-France a soutenu financièrement la construction du Campus de GUYANCOURT. A ce titre, elle a versé une subvention d'investissement à l'AFORPA pour un montant de 5 362 500 €uros.

La convention signée précise que l'AFORPA s'engage à conserver à son actif et à exploiter le site de GUYANCOURT pendant vingt ans sous peine de devoir reverser tout ou une partie de la subvention.

Cette subvention est rapportée au résultat de l'exercice pour un vingtième de son montant chaque année, soit 268 125 €. Au 31/12/2024, cette subvention a été rapportée aux résultats à hauteur de 1 742 812 €.

### Informations relatives aux rémunérations

En application des dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 €, et recevant une ou plusieurs subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000 €uros, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Cette disposition est applicable à l'Association.

Au cours de l'exercice 2024, les rémunérations versées par l'AFORPA à ses deux cadres dirigeants sont les suivantes :

- Monsieur Jean Claude Dugény - Président : 48 266 €
- Monsieur Christophe Bonjean – Directeur Général : 123 500 € dont avantages en nature 3 524 €.

### Effectifs salariés

Les effectifs des salariés de l' AFORPA (en nombre de postes) à fin 2024 sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	Cadres	Agents de maîtrise (Administratifs)	Agents de maîtrise (Enseignants)	Employés	Total
Effectif au total au 31 décembre 2024	9	18	59	3	89
Dont CDD				1	1

**Continuité de l'exploitation**

L'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est caractérisé par plusieurs évolutions significatives, tant sur le plan de l'activité que de la gestion interne de l'AFORPA.

L'effectif total des personnes formées au cours de l'exercice **s'élève à 1 346 participants**, tous statuts confondus, répartis comme suit :

- **1 001 jeunes étaient inscrits sur un parcours de formation en alternance au 31 décembre 2024.** Parmi eux, 984 bénéficiaient d'un statut salarié, dont 955 en contrat d'apprentissage et 29 en contrat de professionnalisation. Les 17 jeunes restants étaient maintenus en formation en attente de la signature d'un contrat.
- **125 stagiaires adultes ont suivi un parcours certifiant**, en tant que demandeurs d'emploi ou salariés d'entreprises hors alternance.
- **220 stagiaires adultes ont participé à des actions de formation continue**, dans un objectif d'adaptation aux évolutions du secteur automobile ou de perfectionnement des compétences.

Sur le plan financier, les produits d'exploitation enregistrent une hausse de 490 K€ par rapport à l'exercice précédent. Parallèlement, les charges d'exploitation affichent une baisse de 952 K€, principalement liée à une optimisation de la gestion interne et à une réduction des charges de personnel consécutive à un plan de réorganisation mis en œuvre en 2024.

En complément, l'établissement a perçu une **subvention exceptionnelle de 500 000 €, attribuée par la Région Île-de-France**.

Ces éléments conjugués conduisent à un excédent de 605 K€, représentant une **progression de 28 %** par rapport au résultat de l'exercice 2023.

**Honoraires du Commissaire aux Comptes**

En application des dispositions de l'article R. 123-198 du Code de Commerce, relatif aux obligations comptables applicables aux personnes morales, le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice doit être mentionné dans les comptes financiers, en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes, de ceux facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Cette disposition est applicable à l'Association.

Au cours de l'exercice 2024, le montant des honoraires versés au Commissaire aux Comptes sur l'exercice est comptabilisé pour 21 800 €.

## NOTES SUR LE BILAN ACTIF

**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	67 627		2 724	64 903
Immobilisations corporelles	24 296 393	671 607	226 586	24 741 413
Immobilisations financières	5 383 324	473		5 383 797
<b>TOTAL</b>	<b>29 747 343</b>	<b>672 080</b>	<b>229 310</b>	<b>30 190 113</b>

**Amortissements**

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	66 347	285	2 724	63 908
<b>TOTAL I</b>	<b>66 347</b>	<b>285</b>	<b>2 724</b>	<b>63 908</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	11 294 114	267 648		11 561 762
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	4 622 072	432 756	80 881	4 973 947
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 325 929	46 494	47 448	1 324 975
Matériel de transport	215 559		1 328	214 231
Matériel de bureau et informatique	850 525	77 626	90 226	837 925
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>18 308 198</b>	<b>824 525</b>	<b>219 883</b>	<b>18 912 840</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>18 374 544</b>	<b>824 810</b>	<b>222 607</b>	<b>18 976 748</b>

**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	9 147		9 147
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	953 277	953 277	
Autres créances	886 267	886 267	
<b>Charges constatées d'avance</b>	54 912	54 912	
<b>TOTAL</b>	<b>1 903 603</b>	<b>1 894 456</b>	<b>9 147</b>



**Etat des produits à recevoir**

<b>Produits à recevoir</b>	<b>Montant</b>
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	318 638
Subventions/financements	835 083
Autres produits à recevoir	21 142
<b>TOTAL</b>	<b>1 174 863</b>

## NOTES SUR LE BILAN PASSIF

**Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	401 752				401 752
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	788 823				788 823
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-200 424	431 237			230 872
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	431 296	-431 237			605 327
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>1 421 447</b>				<b>2 026 774</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	9 546 178				9 120 115
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>10 967 625</b>				<b>11 146 889</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

**Subventions d'investissement****Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Etat Taxes fiscales et parafiscales	Locaux SM	6 838 071			6 838 071
Région Ile de France	Locaux SM	6 059 499			6 059 499
Région Ile de France	Sci Guyancour	5 362 500			5 362 500
Etat (1 358 k-), Région (656 k-)	Locaux VLP	1 767 900			1 767 900
Anfa	Matériels diver	975 946	343 326	5 580	1 313 692
Etat Taxes fiscales et parafiscales	Matériels diver	3 644 388		151 719	3 492 669
CNPA	Matériels diver	34 995		1 033	33 962
Opcó	Matériels diver	439 516	259 369	5 361	693 524
Divers avant 2000	Matériels Coul	419 276			419 276
Région Ile de France	Matériels diver	2 930 237		64 289	2 865 949
<b>TOTAL</b>		<b>28 472 329</b>	<b>602 695</b>	<b>227 982</b>	<b>28 847 042</b>

**Reprises**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Etat Taxes fiscales et parafiscales	Locaux SM	4 752 344	112 730		4 865 074
Région Ile de France	Locaux SM	4 211 250	99 895		4 311 145
Région Ile de France	Sci Guyancour	1 474 688	268 125		1 742 813
Etat (1 358 k-), Région (656 k-)	Locaux VLP	1 670 646	36 470		1 707 116
Anfa	Matériels diver	269 164	223 542	2 284	490 422
Etat Taxes fiscales et parafiscales	Matériels diver	3 369 411	84 782	151 719	3 302 475
CNPA	Matériels diver	18 332	6 679	792	24 218
Opcó	Matériels diver	73 832	113 138	2 195	184 776
Divers avant 2000	Matériels Coul	419 276			419 276
Région Ile de France	Matériels diver	2 667 207	76 693	64 289	2 679 611
<b>TOTAL</b>		<b>18 926 151</b>	<b>1 022 054</b>	<b>221 278</b>	<b>19 726 927</b>

**Provisions pour risques et charges**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	1 037 000			1 037 000
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 037 000</b>			<b>1 037 000</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>1 037 000</b>			<b>1 037 000</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	62 599	44 130	18 469	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	1 342 173	1 342 173		
Dettes fiscales et sociales	1 030 105	1 030 105		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	343 898	343 898		
Produits constatés d'avance	654 176	654 176		
<b>TOTAL</b>	<b>3 432 951</b>	<b>3 414 482</b>	<b>18 469</b>	

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	34
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	219 504
Dettes fiscales et sociales	765 292
Autres dettes	166 260
<b>TOTAL</b>	<b>1 151 090</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les produits de l'Association sont répartis en fonction de leur objet. Leurs origines sont multiples et sont détaillées dans le tableau suivant :

Nature des ressources	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
Prestations de services	9 032 468	8 806 282	8 992 241
Subventions Région	763 120	463 022	580 288
Autres subventions	122 805	86 669	34 281
Taxe fiscale			
Subventions d'investissement rapportées au résultat	1 028 757	1 157 491	928 319
Autres produits	514 769	1 571 954	162 935
dont :			
- Affectation solde TA au résultat			
- Reprise subvention Région SCI Guyancourt 2018 à 2022		1 206 562	
- Profits sur exercices antérieurs	398 463	112 363	
- Reprise sur provisions exceptionnelles	0	54 265	
- Produits divers	0	4 815	6 925
- Produits financiers	380	9 428	177
- Avantages en nature véhicules	25 514	33 924	39 253
- Transferts de charges IRP Auto, indemnités d'assurance	90 412	150 597	116 580
<b>TOTAL</b>	<b>11 461 919</b>	<b>12 085 418</b>	<b>10 698 064</b>

## Compte de résultat par établissement 2024

	Total	Coulommiers	Guyancourt	Issy	JCA	Savigny	VLP	OG
Chiffre d'affaires net	9 032 468	1 339 226	1 986 890	1 533 314	2 421 656	720	1 639 925	110 737
Subventions d'exploitation Région	763 120	131 356	148 335	150 122	210 886	-	122 421	-
Autres subventions d'exploitation	122 805	-	1 686	-	-	-	1 900	119 219
Reprise sur amortissements et prov, transferts de charges	1 945	-	-	-	-	-	-	1 945
Autres produits	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>9 920 337</b>	<b>1 470 583</b>	<b>2 136 911</b>	<b>1 683 436</b>	<b>2 632 542</b>	<b>720</b>	<b>1 764 246</b>	<b>231 900</b>
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres achats et charges externes	- 2 833 754	- 135 498	- 791 046	- 345 930	- 629 883	- 1 907	- 263 505	- 665 986
Impôts, taxes et versements assimilés	- 78 788	-	-	-	-	-	- 64 711	- 14 077
Salaires et traitements	- 6 749 238	- 776 018	- 1 097 323	- 919 316	- 1 569 696	12 383	- 982 223	- 1 417 046
Charges sociales	- 13 576	-	-	-	-	-	- 72	- 13 504
Dotations aux amortissements moins reprises subventions (hors ScI) moins vnc	- 70 881	- 3 059	- 3 712	- 4 034	- 35 258	-	- 18 811	- 6 008
Dotation aux provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges	- 3 322	-	-	-	-	-	-	- 3 322
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>- 9 749 559</b>	<b>- 914 575</b>	<b>- 1 892 080</b>	<b>- 1 269 280</b>	<b>- 2 234 837</b>	<b>10 476</b>	<b>- 1 329 322</b>	<b>- 2 119 942</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation</b>	<b>170 778</b>	<b>556 007</b>	<b>244 831</b>	<b>414 156</b>	<b>397 705</b>	<b>11 196</b>	<b>434 924</b>	<b>- 1 888 042</b>
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	380	-	-	-	-	-	-	380
Intérêts et charges assimilées	- 1 479	-	-	-	-	-	-	- 1 479
<b>2 - Résultat financier</b>	<b>1 099</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 099</b>
<b>3 - Résultat courant avant impôts</b>	<b>169 679</b>	<b>556 007</b>	<b>244 831</b>	<b>414 156</b>	<b>397 705</b>	<b>11 196</b>	<b>434 924</b>	<b>- 1 889 141</b>
<b>3 bis - Pour mémoire Résultat courant avant impôt avant Subv. Région</b>	<b>- 593 441</b>	<b>424 651</b>	<b>96 496</b>	<b>264 034</b>	<b>186 819</b>	<b>11 196</b>	<b>312 503</b>	<b>- 1 889 141</b>
Produits exceptionnels sur opération de gestion	666 588	80 776	374 138	40 554	43 048	30 357	21 860	75 856
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	- 230 940	- 25 612	- 36 106	- 38 912	- 63 692	-	- 33 226	- 33 392
<b>4 - Résultat exceptionnel</b>	<b>435 648</b>	<b>55 164</b>	<b>338 031</b>	<b>1 642</b>	<b>- 20 645</b>	<b>30 357</b>	<b>- 11 366</b>	<b>42 464</b>
<b>5 - Bénéfice ou perte</b>	<b>605 327</b>	<b>611 172</b>	<b>582 862</b>	<b>415 798</b>	<b>377 060</b>	<b>41 554</b>	<b>423 558</b>	<b>- 1 846 677</b>
<b>6 - Répartition OG suivant CA</b>	<b>-</b>	<b>- 277 202</b>	<b>- 411 259</b>	<b>- 317 375</b>	<b>- 501 250</b>	<b>- 149</b>	<b>- 339 442</b>	<b>1 846 677</b>
<b>7 - Résultat après ventilation OG</b>	<b>605 327</b>	<b>333 970</b>	<b>171 603</b>	<b>98 423</b>	<b>- 124 190</b>	<b>41 405</b>	<b>84 116</b>	<b>-</b>